Pratiques médiévales de l'écrit documentaire

Laurent Morelle

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/1158>

DOI : 10.4000/ashp.1158

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2011

Pagination : 122-127

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Laurent Morelle, « Pratiques médiévales de l'écrit documentaire », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 142 | 2011, mis en ligne le 23 septembre 2011, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1158> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1158>

PRATIQUES MÉDIÉVALES DE L'ÉCRIT DOCUMENTAIRE

Directeur d'études : M. Laurent MORELLE

Programme de l'année 2009-2010 : I. *L'expression de la date dans les actes « privés » antérieurs au XIII^e siècle.* — II. *Problèmes de typologie : actes continués, actes hybrides, actes-compilations (X^e-XII^e siècles).*

I. *L'expression de la date dans les actes « privés » antérieurs au XIII^e siècle*

La plupart des séances ont été consacrées à la question de l'expression de la date dans les chartes. Après avoir cerné quelques grands enjeux du problème (ce que l'on date, selon quels repères temporels, pour quelles fonctions et significations, avec quels moyens) à travers une historiographie abondante revisitée à l'occasion du changement de millénaire, on a cherché à suivre la destinée de quelques éléments chronologiques présents dans les chartes, tentant ainsi de prolonger quelques observations faites par Peter Rück dans un bel article où il esquissait les scansionnements majeurs de la pratique de datation durant le Moyen Âge¹. On a évoqué d'abord la question de l'année de l'Incarnation, ce qui a permis de faire quelques rappels sur les éléments de comput. Le livre publié par Georges Declercq en l'an 2000 (*Anno Domini. Les origines de l'ère chrétienne*, Turnhout) a été ici un guide précieux.

Écartant les actes royaux, on s'est attaché à repérer le millésime dans les actes originaux du haut Moyen Âge qu'on dit « privés » ; le millésime s'y insinue plus volontiers à partir de la fin du IX^e et plus encore au X^e siècle, surtout dans quelques viviers d'actes épiscopaux. On a regardé de très près l'un d'entre eux, celui des actes de l'archevêque de Tours Théotolon († 945). Il s'agit d'un corpus de douze actes : huit sont des originaux ou considérés comme tels (ce qui mériterait un nouvel examen pour quelques pièces), deux actes sont reconnus faux et conservés en pseudo-original (Artem 1508-1509 et Artem 1514), deux actes sont seulement connus par des copies d'érudits. Ils ont été passés en faveur de quatre établissements : Saint-Julien de Tours, abbaye restaurée par Théotolon (cinq actes originaux, un acte en copie, deux actes faux en pseudo-original) ; Saint-Loup de Tours, une abbaye de moniales (deux actes originaux) ; Saint-Ours de Loches (un original) et Saint-Mexme de Chinon (un acte en copie). La plupart des parchemins sont en mauvais état ; c'est particulièrement le cas de ceux pour Saint-Julien : à une exception près (Artem 5), ils furent tous découpés en bandelettes par un relieur ligérien, avant d'être récupérés, patiemment reconstitués et édités avec talent par l'archiviste d'Indre-et-Loire Charles de Grandmaison dans les années 1880. Les formules de datation ont pâti de ces aléas. Trois originaux

1. Peter Rück, « Die Dynamik mittelalterlicher Zeitmaße und die mechanische Uhr », dans Erika Eisenlohr et Peter Worm (éd.), *Fachgebiet Historische Hilfswissenschaften. Ausgewählte Aufsätze zum 65. Geburtstag von Peter Rück*, Marburg an der Lahn, 2000 (*Elementa diplomatica*, 9), p. 55-63 [première parution en 1990].

seulement (Artem 5 pour Saint-Julien, Artem 1562 et 1563 pour Saint-Loup) présentent une formule de datation intacte ; pour deux autres actes de Saint-Julien (Artem 1512 et 1513), la structure de la formule apparaît clairement et les lacunes des données chiffrées peuvent être comblées à l'aide des copies existantes ; pour l'acte de Saint-Ours (Artem 1829), les données chiffrées ont disparu sans qu'on puisse y suppléer par une copie, mais l'armature de la formule peut être restituée ; enfin, pour deux parchemins originaux (ou considérés comme tels) venant de Saint-Julien (Artem 1510 et Artem 1515), les formules de date ne nous sont plus accessibles que par des copies d'érudits, dont la fiabilité est sujette à caution.

Ces formules obéissent à un canevas rigoureux : *Data mense T, in civitate Turonus, anno Tregnante Hludowico rege*. Lorsque l'année de l'Incarnation est présente (on va y revenir), elle figure entre la date de lieu et l'année du règne sous la forme *anno incarnationis dominice* (a. d. i. dans Artem 1510) ; l'année du règne vient s'y greffer avec un *sive* ou *sub* devant *anno*. L'indiction apparaît dans un seul acte (Artem 1515), mais la mention, transmise par une copie d'érudit, est d'autant moins sûre que la formule de datation demande, selon toute vraisemblance, à être amendée sur un autre point (*ineunte* à lire *in civitate*) ; au reste, l'acte n'est pas à l'abri de tout soupçon. Quant aux actes déjà reconnus faux, leurs formules de datation présentent de sérieuses anomalies par rapport au canevas précité.

L'examen critique des formules de datation ne pouvait se faire sans esquisser une étude diplomatique des actes de Théotolon, qui manque fâcheusement. On a surtout mis en évidence quelques lignes de force du formulaire rédactionnel, notamment le fait que les actes suivent deux solutions rédactionnelles distinctes. La première, caractérisée par un agencement initial : préambule + conjonction *quamobrem* + suscription commençant par *ego* (PQS), est adaptée aux situations où l'archevêque est le disposant principal ; c'est un agencement d'acte privé¹ ; la seconde, caractérisée par l'agencement initial : invocation + suscription (sans formule de dévotion) + notification + *petitio* (ISNP), fait basculer la charte épiscopale du côté de l'acte d'autorité². Ces deux solutions sont toujours en usage chez les successeurs de Théotolon, mais la solution ISNP y est la plus fréquente. Il existe un troisième agencement (INS : invocation très développée + notification + suscription), qu'on observe seulement dans les deux actes Artem 1513 et 1515 d'avril et d'août 943, une singularité qui, s'ajoutant à d'autres, invite à regarder ces actes avec circonspection.

L'analyse des données chronologiques fait apparaître les constats suivants :

1) L'année de l'Incarnation apparaît en 940 sur un acte (Artem 1510) dont la date n'est malheureusement transmise que par l'intermédiaire d'une copie d'érudit ; elle figure en tout sur quatre actes (Artem 1510, 1512, 1513 et 1515, donnés entre 940 et 943).

1. Acte de mars 939 (Artem n° 5) : *Ecclesiam sanctam Dei votis fidelium crescere eandemque augmentis cotidianis per Christi gratiam pullulari nemo fidelium ambigit. Quamobrem ego Teotolo, divina miserante clementia Turonicae sedis archiepiscopus, notum ac manifestum esse volumus cunctis sanctae Dei ecclesie fidelibus et precipue ejusdem nostrae sedis archiepiscopalis quoniam...*
2. Acte de juillet 939 (Artem n° 1562) : *In nomine summi salvatoris Dei, Teotolo, sanctae Turonicae sedi[s archiepiscopus, notum] immo et percognitum esse volumus cunctis fidelibus sanctae Dei ecclesie p[resentibus scilicet ac] futuris precipue successoribus nostris, quia deprecatus est...*

2) Dans le même acte de 940, on constate un nouveau mode de calcul des années du règne : les années de Louis d'Outremer ne sont plus comptées à partir de la mort de son père Charles le Simple (929) comme on le voit dans les actes Artem 5, 1562 et 1563, mais à partir de sa propre royauté reconnue par les Francs, comptée de façon un peu erratique (937, 938 ou 939). L'acte Artem 1510 de 940, qui inaugure ce changement, semble même vouloir en avertir le lecteur en ajoutant deux précisions insolites au canevas de la formule de date (*sub anno IIII regnante Hludovico Ultramarino rege postmodum Francorum*).

3) Toutefois, ces nouveaux usages n'ont pas évincé immédiatement les pratiques antérieures. L'acte Artem 1563 d'août 941 revient au « style » de 929 et ignore le millésime. En revanche, rien n'oblige à considérer que l'acte Artem 1829, aux données chiffrées illisibles mais qui ne portait assurément pas le millésime, serait de 940 au plus tôt, comme l'ont indiqué ses éditeurs Pierre Gasnault et Henri Martin. De l'examen des souscriptions, il ressort en effet que l'acte peut fort bien être de 939, sinon plus ancien encore, et donc appartenir sans difficulté au groupe des actes « d'avant l'introduction du millésime ».

L'apparition concomitante du millésime et d'un nouveau décompte des années du règne n'est sans doute pas fortuite, mais on peine encore à proposer une explication satisfaisante. L'imitation royale n'est guère probable pour le millésime car les actes royaux porteurs de l'année de l'Incarnation sont encore très exceptionnels, même si on en connaît quelques exemples au début du règne de Louis d'Outremer. S'agissant du calcul des années du règne, l'hypothèse a été lancée par Hélène Noizet, *La fabrique de la ville. Espace et société à Tours (IX^e-XIII^e siècle)*, Paris, 2007, p. 123, que le « style de 937 » serait dû à une influence clunisienne. Cette idée, séduisante en raison des liens entre l'abbé de Cluny Odon et l'archevêque Théotolon, a été discutée ; il est apparu qu'elle serait plus convaincante si les rédacteurs d'actes clunisiens n'avaient pas employé eux-mêmes plusieurs styles chronologiques, dont celui de 929. Les innovations de 940 sont peut-être le fait du responsable des écritures archiépiscopales, mais comme les mêmes rédacteurs ont écrit et souscrit des actes portant l'un et l'autre systèmes, on peut aussi penser qu'elles leur furent imposées par l'archevêque Théotolon. Dans le demi-siècle qui suit la mort de Théotolon (946-999), les actes de ses successeurs ne présentent le millésime que sur la moitié des actes originaux (cinq sur dix) ; la fidélité au cadre formel hérité de Théotolon n'implique donc pas l'adoption régulière du millésime.

Laissant de côté l'année de l'Incarnation, on s'est tourné vers d'autres éléments chronologiques présents sur les chartes, à savoir les indications computiques en relation avec les cycles lunaires et solaires (épacte, concurrent, nombre d'or ou année dans le cycle de dix-neuf ans, âge de la lune, etc.). Selon Peter Rück, ces éléments qui affluent avec insistance à partir du XI^e siècle, témoigneraient d'un besoin nouveau de précisions. Là encore, on a cherché surtout à peser la présence de ces éléments dans des corpus ciblés. On a considéré spécialement l'épacte (chiffre donnant l'excédent des jours de l'année solaire sur l'année lunaire). La mise en ligne de l'édition Bernard et Bruel des chartes de Cluny (*Cartae Cluniacenses Electronicae*) fournit un corpus de plusieurs milliers de chartes. Les occurrences de l'épacte sont réduites (35 seulement entre 1019 et 1164), mais bien concentrées : 7 avant 1063 (dont 5 entre 1019 et

1028) et seulement 4 après 1115, mais 24 entre 1063 (BB 3391) et 1115 (BB 3915). Les mentions sont associées au millésime (31 sur 35), à l'indiction (26 sur 35), moins que prévu cependant avec le concurrent (16 sur 35); toutefois, il n'y a presque jamais de concurrent sans épacte. Il conviendrait de rechercher si la montée des occurrences computiques à partir de 1063 n'est pas partiellement liée à la fin du second cycle de 532 ans (le grand cycle pascal de 19×28 ans au bout duquel les phases lunaires reviennent non seulement au même quantième du mois, mais également au même jour de la semaine). Un acte clunisien de 1063 (BB 3391, Hugues prévôt de l'église de Chalon) signale justement, au cœur d'une formule luxuriante (millésime, indiction, épacte, concurrent, synchronisme pontifical, année du règne de Philippe I^{er}, année du cycle de dix-neuf ans, jour du mois à la mode romaine), que l'acte a été passé *secundo magno anno ab incarnatione Domini nostri Jesu Christi, qui constat D XXX^{ta} II^{bus} annis*.

Passant d'un corpus de destinataire à un corpus d'expéditeur, on a exploré plus en détail les actes des évêques de Laon jusqu'en 1151 dans l'édition procurée par Annie Dufour-Malbezin (2001), pourvue d'un tableau annexe récapitulant les éléments chronologiques donnés dans chaque acte. Si l'indiction devient un élément constant à partir de 1055, l'épacte apparaît en 1065 et le concurrent, en 1067; le concurrent ne figure jamais sans l'épacte ni l'épacte sans l'indiction (hormis une exception). Entre 1067 et 1151, 175 des 288 actes édités portent le « trinôme » indiction-épacte-concurrent (IEC). Entre 1100 et 1145, ce sont les trois-quarts des actes épiscopaux qui portent le trinôme IEC. Des recherches conduites dans les actes épiscopaux des sièges de la province de Reims laissent penser que ce goût laonnois pour les données IEC ne doit rien à une sorte de culture diplomatique provinciale (au sens ecclésiastique du terme). Les actes de la métropole rémoise dédaignent souverainement épactes et concurrents, et ceux des évêchés suffragants tels que Amiens, Arras ou Théroutanne, en usent fort modestement à la même époque. Dans le premier tiers du XII^e siècle, épactes et concurrents peuvent être considérés comme des marqueurs de l'acte épiscopal laonnois. La personnalité intellectuelle des chanceliers-écolâtres Anselme puis Raoul n'y est peut-être pas indifférente.

Dans une seconde étape, on a cherché à obtenir une image globale du travail de computation que supposent ces formules de date. On a donc soumis à vérification les chiffres donnés par chaque acte pour le trinôme IEC. Les actes présentent en effet des « profils computiques » variés : chacun des trois chiffres peut être conforme à celui attendu pour le millésime exprimé, ou bien s'avérer trop fort ou trop faible d'un ou de plusieurs « incréments ». Un profil computique présentant des chiffres « non-conformes » n'implique pas nécessairement une erreur de computation car les éléments chronologiques ne suivent pas tous le même style (c'est-à-dire ne changent pas leur chiffre à la même date). Deux actes passés la même année, l'un en juin et l'autre en novembre, n'auront pas nécessairement le même profil car épacte et indiction changent assez fréquemment (mais pas toujours !) en septembre. On a donc classé ces différents « profils » en différents types, selon qu'ils étaient « acceptables » ou irréductiblement erronés, et en les rapportant à la qualité de la tradition textuelle et à l'implication de la chancellerie épiscopale dans leur mise en œuvre. Parmi les résultats globaux de l'enquête, on notera ici que les profils conformes ou acceptables totalisent environ 85 % des actes et qu'il y a une forte surreprésentation des actes sans reconnaissance de

chancellerie parmi les actes à profil informatique erroné. En ce qui concerne la question fort délicate du « style » de chaque donnée on a constaté une grande fluidité des pratiques, sans doute facilitée par le fait que ces données savantes n'ont guère de pertinence sociale. S'il apparaît qu'on a pu faire coïncider le changement de certaines données informatiques avec la tenue du synode diocésain d'automne (début novembre), il semble aussi que le chancelier pouvait infléchir les styles en usage. Les données informatiques sont apparues comme les marqueurs d'un savoir-faire d'individu, d'atelier ou de chancellerie. On doit par conséquent se garder de tout systématisme et de prises de position tranchées quand il s'agit d'interpréter les données informatiques des actes, même au sein de corpus relativement homogènes. Les éléments de cette enquête, à compléter sur certains points, devraient faire l'objet d'une publication.

II. Problèmes de typologie : actes continués, actes hybrides, actes-compilations (X^e-XII^e siècles)

Ces dossiers nous ont conduit beaucoup plus loin que prévu, au détriment des autres thèmes initialement prévus, qui n'ont pas été traités. Toutefois, parce que le dossier touchait à la fois à l'expression de la date et à la typologie documentaire (autre thématique mise au programme), on s'est attaché en fin d'année à étudier de près un curieux document de l'abbaye de Lérins que venait de nous faire connaître un riche article de Germain Butaud¹. Ce document est un parchemin (Artem 3863) sans date et médiocrement préparé, consignait la donation de l'église Saint-Saturnin de Briançonnet à Lérins. On en retrouve quasiment le même texte sur un autre parchemin, de superbe facture celui-ci (Artem 3862), pourvu en sa partie inférieure d'une formule de datation écrite en lettres allongées par un scribe nommé Adraldus. G. Butaud estime que cet Aldradus n'est autre que le scribe clunisien du même nom, dont on connaît quelques productions sous l'abbé Odilon. L'hypothèse est convaincante. La formule de datation (jour du mois, millésime, épacte, indiction et synchronismes) a fait l'objet d'un repentir (1002 corrigé en 1022) et d'un ajout (chiffre de l'indiction), mais G. Butaud montre que la date du 18 octobre 1022 convient parfaitement à l'itinéraire de l'abbé de Cluny Odilon. Celui-ci, qui entamait un voyage en Italie où on le voit au Mont-Cassin en mars suivant, a fort bien pu passer par Lérins pour prendre en charge l'abbaye. Un petit indice peut être ajouté à l'appui de l'hypothèse : le chiffre de l'épacte ne me semble pas devoir être lu XII (1019), mais plutôt XV, chiffre qui est celui de l'année 1022.

Quant au parchemin sans date Artem 3863, G. Butaud y voit (p. 378) « la première forme de la donation à Lérins, de la main d'un scribe provençal, tandis que l'acte d'Adraldus serait donc une copie ». Deux constatations amènent toutefois à nuancer cette interprétation : 1) Ce parchemin avait un titre en sa marge supérieure, qui courrait de sa marge gauche jusqu'en son milieu. On y lit encore : « Carta [espace d'une

1. Germain Butaud, « Listes abbatiales, chartes et cartulaire de Lérins : problèmes de chronologie et de datation (XI^e-XII^e siècles) », dans Yann Codou et Michel Lauwers (éd.), *Lérins, une île sainte, de l'Antiquité au Moyen Âge*, Turnhout, 2009 (Collection d'études médiévales de Nice, 9), p. 365-444, aux p. 375-378 ; les deux parchemins en cause y sont reproduits, mais le cliché d'Artem 3863 est malheureusement légèrement rogné en sa partie supérieure.

trentaine de lettres Saturn]ino Brianzonet » En bas, hors teneur, on repère à gauche le mot « Data », d'une main qui semble différente. 2) Dans le cœur de l'acte, on peut lire (l. 8-9) une phrase réduite à son début de la façon suivante : « *Dum enim priscarum legum sancxit auctoritas ut supra sepissime* ». Or, dans la version solennelle Artem 3862, les mots *ut supra sepissime* sont remplacés par la proposition suivante : « *ut quicumque rem suam in quemlibet modum cedere, donare, transfundereque voluerit, hoc per seriem scripturarum auxiliante Domino, laudabiliter plenius liberiorque debeat corroborari* ». Cette phrase ainsi reconstituée appartient bien au formulaire lérinien (on la retrouve par exemple dans l'acte Artem 3852). Un scénario prend donc forme : les mots *ut supra sepissime* visaient à alerter un scribe (ou un lecteur) qu'à cet endroit du texte, il fallait écrire (ou lire) ce qu'il y avait déjà inscrit plus haut, dans d'autres actes. Cette interprétation donne sens à la présence du titre « *Carta... ino Brianzonet* » qui devait permettre d'identifier l'acte parmi d'autres actes copiés sur le même ensemble documentaire (un grand parchemin ou un rouleau par exemple). Dans ces conditions, la succession chronologique des deux pièces est incertaine. Artem 3863 peut avoir sa place en amont ou en aval du beau parchemin Artem 3862. En aval, on pourrait penser à une sorte de formulaire lérinien, accueillant plusieurs actes sous une forme légèrement abrégée. En amont, Artem 3863 serait une version primitive de l'acte, une minute encore imparfaitement mise en forme et non datée ; en ce cas, le parchemin groupait-il, avant d'être coupé, des actes en attente de leur rédaction validée ? Cette question et bien d'autres ouvertes par les deux hypothèses envisagées ont simplement été posées. En l'état du dossier, il paraît en tout cas difficile de considérer que le parchemin solennel Artem 3862 est une copie au sens diplomatique du terme ; c'est un original mis en forme.